

L'Ukraine, la Russie et l'UE : liées par le gaz¹

Samuele Furfari²

La crise ukrainienne est venue rappeler combien l'Ukraine joue un rôle déterminant pour l'Union européenne en matière énergétique, passage obligé de la plus grande partie du gaz russe vers l'Europe occidentale. Une conclusion s'impose déjà : la Russie et l'UE sont intimement liées et Moscou est aussi dépendant de l'Union pour ses devises que l'UE l'est pour son gaz. Reste que le manque de stabilité en Ukraine représente une menace permanente pour l'approvisionnement des États-membres de l'Union, surtout l'Allemagne.

De tous temps, les conflits ont structuré les territoires. On peut – on doit même – le déplore, mais cela n'empêche pas de constater cette réalité de l'Histoire. Dans le cadre des relations internationales, la candeur étant rarement durable, il convient d'admettre que, même si l'on dispose aujourd'hui de plus d'instruments pour atténuer les conflits, ceux-ci resurgissent ici et là. Tantôt on les voit arriver, tantôt ils jaillissent avec une soudaineté qui surprend. La *Realpolitik* conduit à accepter, à contrecœur parfois, que la Pangée géopolitique soit encore en formation. Par ailleurs, nous devons observer que les idéologies du siècle dernier sont remplacées par la montée des nationalismes. C'est particulièrement vrai en Asie du Sud-Est où les conflits territoriaux et commerciaux compliquent les relations entre la Chine, le Japon, Taïwan, la Corée et d'autres pays. C'est aussi le cas en Eurasie, avec notamment les tensions continues en Asie Centrale. C'est, hélas, la triste réalité au sein même de l'UE. Il n'est donc pas surprenant que cette résurgence du nationalisme soit l'une des causes profondes du récent conflit entre la Russie et l'Ukraine.

La hiérarchie de puissance ou l'hégémonie qui ont permis d'éviter les explosions dans les relations internationales ces soixante dernières années semblent remises en cause. Notamment car la population américaine estime avoir suffisamment payé au cours du XX^e siècle pour exercer cette hégémonie qui, si elle n'a pas conduit à une pacification, a au moins permis d'éviter des conflits plus nombreux et plus destructeurs. Par ailleurs, l'Histoire nous enseigne qu'il est toujours difficile de trouver un accord dans le cadre de relations bilatérales : c'est pourquoi les relations multilatérales prennent de plus en plus d'importance. Nous devons en tenir compte dans le cas de la crise ukrainienne.

Observons que, dans le cas de la crise ukrainienne, il y a bien une montée du nationalisme, une Pangée géopolitique et un besoin urgent de multilatéralisme. Si, depuis les origines, l'Ukraine est liée à la Russie au point que la ville de Kiev était souvent considérée comme l'un des berceaux de la civilisation des Rus', les circonstances de la crise vont laisser des stigmates.

Durant le XX^e siècle, la question énergétique, notamment l'appropriation ou la possession des ressources, a structuré la géopolitique car, sans énergie abondante, il est impossible de se

1. Cet article est déjà paru dans *La Nouvelle Revue Géopolitique* n° 125 de mai 2014.

2. L'auteur s'exprime ici à titre personnel.



Figure 1. Les réseaux gaziers en Ukraine

Sources : East European Gas Analysis, The National gas Union of Ukraine

développer économiquement et encore moins d'exercer une hégémonie. Aujourd'hui, cette question est toujours présente, mais avec une nuance fondamentale : comme je le démontre dans *Vive les énergies fossiles*³, c'est l'abondance des ressources et la contre-révolution énergétique qui gouvernent la nouvelle géopolitique. Nous allons devoir progressivement penser la géopolitique énergétique non plus en termes de précarité, mais d'opulence. L'Ukraine va probablement être le laboratoire où nous allons appliquer ce nouveau paradigme.

L'Ukraine, zone stratégique de transit du gaz russe

L'énergie est le passage obligé pour assurer le bon fonctionnement de l'économie. Les lignes de transport qui forment les « infrastructures énergétiques » sont fondamentales : sans elles, l'énergie n'arriverait pas là où l'on en a besoin. Leur coût de construction très élevé explique qu'une fois les efforts financiers réalisés ces infrastructures doivent être utilisées pendant des décennies pour obtenir un retour sur investissement suffisant. L'ensemble de ces lignes forment des corridors qui, dans le cadre de la géopolitique du gaz, sont d'une importance cruciale. C'est cela qui a fait de l'Ukraine un pays déterminant dans l'approvisionnement

3. Samuele Furfari, *Vive les énergies fossiles – la contre-révolution énergétique*, Texquis, 2014.

énergétique de l'UE. Si la Russie est, de loin, le plus grand partenaire commercial de son voisin de l'ouest et également son fournisseur principal d'énergie, c'est sa position géographique qui accorde à l'Ukraine son statut de partenaire. Un partenariat imposé jusqu'à aujourd'hui par la géographie afin d'assurer la plus grande part du transit du gaz russe vers l'Europe occidentale (Figure 2).

Le système de transport de l'Ukraine doit non seulement assurer l'acheminement du gaz à travers son territoire vers les pays européens, mais aussi vers les clients ukrainiens. Ce réseau est étroitement lié aux réseaux de transport de gaz des pays voisins : la Russie bien sûr, mais aussi la Pologne, la Biélorussie, la Roumanie, la Moldavie, la Hongrie, la Slovaquie et tout le réseau gazier de l'UE.

Le réseau gazier ukrainien est composé de deux couloirs :

- Le premier, qui présente une direction est-ouest, se compose des gazoducs Soyouz, Progress, Ourengoï-Pomary-Uzhgorod, Kiev-Ouest, Komarno-Drozdovychi, Ivantsevychi-Dolyna, Torjok-Dolyna.
- Le second, qui prend la direction du sud, comprend les gazoducs Shebelynka Dnipropetrovsk-Kryvyi Rig-Izmail, Yelets-Kremenchuk-Rig Kryvyi, Kremenchouk-Ananyiv et Ananyiv-Tiraspyl-Izmail.

Ce réseau de transport d'une longueur totale de 39 800 km est capable d'absorber, depuis la frontière avec la Russie, jusqu'à 290 milliards de m³ de gaz naturel et de transférer 178 milliards de m³ vers les pays tiers, dont 142 milliards vers les pays d'Europe occidentale et centrale (Figure 3). Disposant de réserves de 600 milliards de m³, l'Ukraine produit 18,6 milliards de m³ de gaz naturel par an, soit l'équivalent de 3,1 % du volume de son voisin russe. Si l'on compare les réserves, le chiffre est encore plus impressionnant car l'Ukraine ne possède que l'équivalent de 2 % des réserves de son voisin oriental.

Par l'Ukraine, en fonction des années, transitent entre 50 et 65 % des exportations russes de gaz naturel vers l'UE, soit environ 20 % de l'approvisionnement en gaz de l'UE.

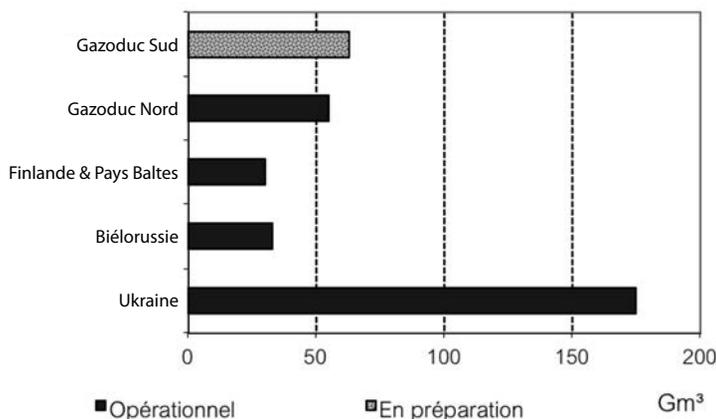


Figure 2. Conduites et pays de transits pour le gaz russe

Avec 13 sites⁴ de stockage d'une capacité de 32 milliards de m³, l'Ukraine dispose de la deuxième capacité de stockage de gaz naturel en Europe après la Russie. Avec un volume maximum de prélèvement de gaz de 250 millions de m³ par jour, la majeure partie de la capacité de stockage (jusqu'à 80 %) se trouve fort judicieusement dans l'ouest de l'Ukraine, presque aux extrémités de la partie ukrainienne des principaux gazoducs de transit : Soyouz, Progress, Ourengoï-Pomary-Uzhgorod. Le plan directeur de modernisation du système ukrainien de transit du gaz, préparé par les sociétés ukrainiennes Natfogaz et Ukrtransgas, estime à 3 milliards de dollars le montant des investissements nécessaires pour mener à bien un programme de modernisation. Nous verrons

4. Site Ukrtransgas.

plus loin combien les autorités de l'UE sont attentives à ce réseau car il est crucial pour notre approvisionnement gazier.

L'Ukraine face au prix du gaz russe

L'Ukraine consomme une cinquantaine de milliards de m³ de gaz naturel par an et n'en produit qu'une vingtaine : elle doit donc en importer une trentaine. En 2012, elle a acheté 26 milliards de m³ de gaz naturel à son voisin russe, le complément provenant des pays de la mer Caspienne. Notons qu'en 2011 ces importations de gaz russe atteignaient 44,8 milliards de m³.

Ces achats russes font l'objet de querelles à répétition sur les conditions du marché, raison ou prétexte qui explique pourquoi l'ancienne

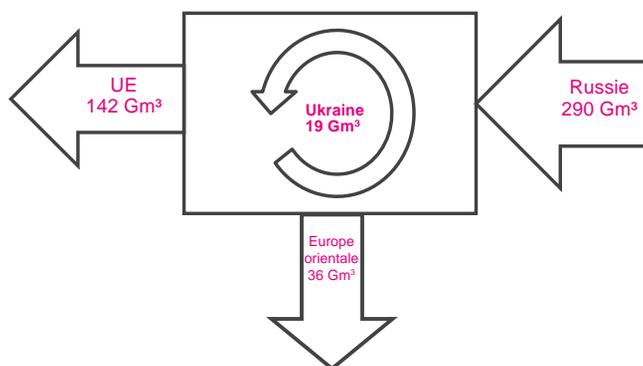


Figure 3. Flux de gaz naturel en Ukraine

(données de BP Statistical Review 2013 et Ukrainian Interbank Currency Exchange)

égérie de la Révolution orange de 2004, Ioulia Timochenko, est restée en prison pendant 28 mois (condamnée pour abus de pouvoir dans le cadre de contrats gaziers signés entre l'Ukraine et la Russie en 2009). Comme les États-membres de l'UE, l'Ukraine est liée à la Russie par des contrats d'approvisionnements qui prévoient une clause *take or pay*, justifiée lorsque les conduites devaient être construites. Selon les termes et conditions de l'amendement de novembre 2010 au contrat entre l'entreprise ukrainienne Naftogaz et le fournisseur russe Gazprom sur la vente de gaz naturel pour la période 2009-2019, à partir de 2012 la quantité annuelle minimale que Naftogaz doit prélever est de 52 milliards de m³ et la quantité soumise à la clause *take or pay* est de 41,6 milliards de m³. Mais, aujourd'hui que les conduites sont largement amorties, cette stipulation devient léonine. Certes, l'entretien du réseau et le coût des opérations de transport doivent être rémunérés de manière équitable⁵, mais ce qui pose problème désormais est cette condition « d'un autre temps ». D'ailleurs, c'est aussi le cas avec la Norvège et l'Algérie...

La capacité de paiement de l'Ukraine est une question récurrente car la situation économique du pays ne lui permet pas de régler régulièrement ce qu'elle doit. En 2013, l'Ukraine a honoré une dette de 1,3 milliard \$, mais elle n'a pas payé ses fournitures de gaz de janvier 2014 et une partie seulement de celles de février 2014. Gazprom annonce⁶ que l'Ukraine a une dette de 1,529 milliard \$ à son égard. Dans les circonstances qui enveniment les relations entre ces deux pays, il n'est pas surprenant que cette dette augmente. Le Premier ministre, Dmitri Medvedev, a prévenu que ceux qui « *ne payent pas la marchandise fournie doivent comprendre qu'ils vont devoir faire face à des conséquences et pourraient ne plus être fournis* »⁷. Un moyen de rétorsion en

cas de non-paiement peut être l'interruption de la fourniture mais, dans ce cas, l'UE serait également pénalisée et il semble donc difficile que la Russie puisse interrompre le flux sans concertation préalable avec l'Union.

C'est pourquoi, dans un premier temps, la Russie a préféré adopter des mesures contractuelles envers l'Ukraine, en lui « faisant mal » par le prix plutôt qu'en adoptant une mesure géopolitique qui consiste à arrêter le flux. À la suite d'une rencontre entre le Premier ministre et le président de Gazprom, Alexey Miller, le 4 mars 2014, la décision a été prise de mettre fin à la ristourne dont l'Ukraine bénéficiait et ce, à partir du 1^{er} avril 2014. Alors que l'Ukraine payait 268,50 \$/1 000 m³, le prix est passé à 385,50, soit une augmentation de 44 % et d'autres augmentations sont annoncées. Si le volume de gaz russe acheté en 2013 reste inchangé en 2014, cette augmentation représenterait un surcoût de 3,3 milliards de dollars.

Le 5 avril 2014, Alexey Miller a annoncé qu'à la suite de l'accord de Kharkiv signé en 2009 l'Ukraine bénéficiait d'une ristourne de 30 % en tant qu'avance sur les compensations financières pour l'utilisation de la base navale de Sébastopol, de 2010 jusqu'en 2017. Comme cela n'était plus le cas, il fallait donc que l'Ukraine rembourse cette avance : selon Gazprom, la dette s'élève à 11,5 milliards de dollars...

Le dilemme pour Gazprom est évident : l'entreprise est presque obligée de fournir du gaz à un client dont la dette est considérable et qui ne va pas payer avant longtemps, sauf à courir le risque de mécontenter les États-membres de l'UE. Au point même qu'elle va continuer à lui prêter de l'argent. Selon Miller, le moyen le plus simple et le plus efficace pour Gazprom serait d'accorder à l'Ukraine un prêt d'un montant de 2 ou 3 milliards de dollars afin que le pays puisse régler sa dette accumulée et ainsi payer ses fournitures actuelles. C'est d'ailleurs ce qui a déjà été fait puisque les quelque 50 % que l'Ukraine a payés sont venus de l'emprunt que la Russie a accordé à Kiev afin de ne pas plomber les comptes de Gazprom. Dmitri Medvedev a demandé à son ministre des Finances d'envisager les mesures à prendre afin de sécuriser cette dette, étant donné la très mauvaise notation de crédit actuelle de l'Ukraine, ainsi

5. En Ukraine, il y a 72 stations de compression du gaz dont la consommation est de 5 540 MWt (source : site Ukrtransgas).

6. <http://www.gazprom.com/press/news/2014/march/article185486/>

7. *Putin won't stop Russian gas to EU*, Kostis Geropoulos, New Europe, 9-15 mars 2014.

que « *d'autres aspects de la coopération russo-ukrainienne dans ce domaine* ». Moscou n'ira probablement pas plus loin que cette augmentation du prix du gaz fourni à l'Ukraine et observera avec délectation le FMI et « l'Ouest » aider Kiev à honorer sa dette.

Suite à la hausse du prix du pétrole qui se répercutait intégralement sur l'indexation du prix du gaz russe vendu aux compagnies de l'UE, ces dernières ont négocié une réduction. De sorte qu'au cours de 2012 et 2013 les prix de nombreux contrats européens pour l'importation de gaz russe ont été révisés à la baisse. Toutefois, la dette de l'Ukraine ne lui permettait pas d'avoir une position de force face à la Russie : les termes du contrat de l'Ukraine n'ont pas changé depuis 2009. Il en résulte que le prix moyen à l'importation en l'Ukraine du gaz russe est plus cher que le prix du gaz russe provenant d'Allemagne, moins le coût du transit de l'Ukraine vers l'Allemagne.

On comprendra que l'aide proposée par l'Union européenne à l'Ukraine (15 milliards d'euros sous forme de prêts et de subventions au cours des années à venir) semble indispensable si l'on veut que le pays sorte de l'impasse. Le paquet inclura 1,6 milliard d'euros en prêts, 1,4 milliard d'euros de subventions en provenance du budget de l'UE et 8 milliards d'euros de nouveaux crédits des institutions financières de l'UE : la Banque européenne d'investissement et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Le président de la Commission, José Manuel

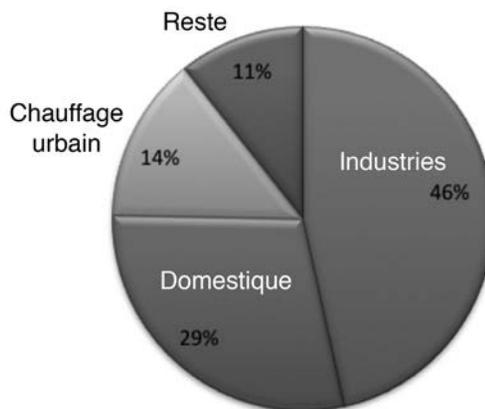


Figure 4. Usages du gaz en Ukraine (en %)

Source : Statement on security of energy supply of Ukraine Kyiv, January 2012, Ministry of Energy and Coal Industry of Ukraine

Barroso, a déclaré que le paquet est « *conçu pour aider un gouvernement engagé, inclusif et déterminé à mettre en œuvre des réformes visant la reconstruction d'un avenir stable et prospère pour l'Ukraine* »⁸. Ce soutien financier de l'UE prévoit explicitement la modernisation du système de transit du gaz dans le pays.

Mais cela ne permettra pas à l'Ukraine de se passer dans l'immédiat du gaz russe : aucune solution technique rapide n'existe pour l'instant (Tableau 1).

8. Remarks by President Barroso on Ukraine, Press point, Brussels, 5 March 2014.

Tableau 1			
Données sur le gaz en Ukraine (source : Communauté de l'énergie)			
Description (unité)		2011	2012
Production de gaz naturel (milliards m ³)		20,6	20,5
Importations (milliards m ³) – transit non inclus		40	24,9
Capacité de stockage (milliards m ³)		31	32
Longueur du réseau de transport (km)		39 800	39 800
Consommation de gaz naturel (milliards m ³)		53,95	50,83
Structure de la consommation (%)	Réseaux de chaleur	16	17
	Industrie et tertiaire	50	48
	Domestique	32	34

À quoi sert le gaz russe ?

En Ukraine, le gaz naturel est utilisé en parts presque égales à des fins industrielles (46 %) et de chauffage, y compris urbain (43 %). Comme souvent lorsque l'on parle d'énergie, on a tendance à se focaliser sur la génération de l'électricité et de sous-estimer l'importance de l'énergie finale sous forme de chaleur. Dans l'UE, la chaleur représente 50 % de la consommation finale d'énergie, l'électricité 22 % et les transports 28 %. Dans un pays nettement plus froid que la moyenne de l'UE, il est probable que la part de la chaleur soit plus élevée, d'autant que son industrie et ses bâtiments présentent une mauvaise efficacité énergétique. Selon les experts⁹, si l'on porte la consommation de chaleur dans les bâtiments à 46-75 kW/m² par an, la consommation de gaz naturel dans le secteur diminuera de 60-65 %, soit 14-15 milliards de m³. Toutefois, une solution plus facile à réaliser que la restructuration de centaines de milliers d'habitations est de réduire très rapidement les pertes financières structurelles dans le secteur du chauffage urbain : Naftogaz perd jusqu'à 2,5 milliards de dollars annuellement car ces pertes ne sont pas répercutées sur les consommateurs. Et ce qui surprend encore

9. <http://www.energy-community.org/pls/portal/docs/328185.pdf>

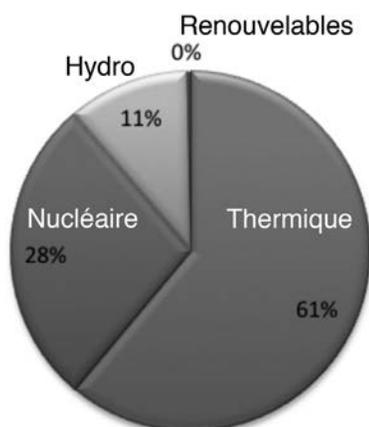


Figure 5. Capacité de génération d'électricité en Ukraine (en %)

Source : Statement on security of energy supply of Ukraine Kyiv, January 2012, Ministry of Energy and Coal Industry of Ukraine

plus est que le consommateur domestique ne paie son gaz qu'environ 20 % du prix du gaz importé. Le gouvernement ukrainien soutient donc financièrement l'inefficacité énergétique du secteur domestique. D'évidence, la situation est intenable sur tous les plans.

L'efficacité énergétique en Ukraine est très médiocre : avec une valeur de 1 619 tep/M€ en 2011, elle est 11,3 fois moins performante qu'en France (143,9 tep/M€, comme le reste de l'UE-27)¹⁰.

Pour la production d'électricité (Figure 5), en capacité installée, le charbon est la principale énergie primaire avec plus de 60 %. Le nucléaire avoisine les 30 %, le reste provient de l'hydraulique, les autres énergies renouvelables étant quasiment inexistantes. Dans les conditions économiques actuelles, le plus probable est que l'Ukraine continuera à s'appuyer lourdement sur l'utilisation du charbon. Il ne faut donc pas s'attendre à ce qu'elle accepte des mesures contraignantes en matière d'émissions de CO₂ lors de la conférence des États-parties de la Convention des Nations unies sur le changement climatique qui aura lieu à Paris en 2015... sauf si cela devait être une monnaie d'échange.

La crise du transit gazier

Les automobilistes belges se rendant en Espagne doivent s'acquitter d'une redevance de transit autoroutier pour avoir utilisé une infrastructure française. Pour le transit routier, il est logique qu'il en soit de même. Et cela rapporte car le transit d'énergie en Ukraine est une activité importante, source de recettes primordiales pour son budget.

IHS CERA¹¹ estime que le tarif de transit ukrainien pour le gaz russe est susceptible de rester à peu près stable, à environ 3\$/100 km pour 1 000 m³ au moins jusqu'en 2020, ce qui entraîne des recettes de transport qui resteraient relativement stables à environ

10. Commission européenne, EU Energy in figures, Statistical Pocket Book, 2013 et US EIA International Energy Statistics.

11. IHS CERA, Ministry of Energy and Coal Industry of Ukraine, Special report, "Natural Gas and Ukraine's Energy Future Ukraine Policy Dialogue", February 2012.

2,5 milliards de dollars annuellement. Durant la période de 2002 à 2005, le revenu du transit au travers de l'Ukraine se chiffrait à environ 2 milliards de dollars.

Ce passage terrestre à travers l'Ukraine appelé « corridor Est » a une importance stratégique qui a été mise en lumière le 1^{er} janvier 2006. Alors que la Russie prenait la présidence du G8 et avait choisi pour thème majeur la sécurité d'approvisionnement énergétique, l'Union européenne, découvrant que la pression dans le gazoduc russe avait chuté de 25 %, s'est réveillée de la nuit de la Saint Sylvestre très inquiète : Gazprom a brutalement interrompu ses livraisons de gaz à l'Ukraine qui refusait d'accepter un quasi quintuplement des tarifs. Le quotidien *Le Monde* n'y est pas allé par quatre chemins puisqu'on lisait dans son éditorial : « *La première guerre du XXI^e siècle est déclarée* », faisant semblant d'oublier les guerres d'Afghanistan et d'Irak. Le Commissaire européen à l'énergie de l'époque, Andris Piebalgs, convoque d'urgence une réunion pour le 4 janvier à Bruxelles afin de tirer les conséquences de ce différend russo-ukrainien. À l'issue de la rencontre, les experts gaziers admettent qu'il s'agit bien d'un différend entre deux parties indépendantes au sujet des tarifs de transit. L'UE a eu froid pendant quelques heures, mais surtout peur sur une durée plus longue. En janvier 2009, une autre interruption du flux gazier est intervenue. Des pays comme l'Autriche, l'Allemagne, l'Italie, la Grèce, la Slovaquie et la Slovénie ont eu de nouveau des moments de panique et quelques heures de restriction.

Les négociations conduites par l'UE entre les deux parties ont montré une volonté de trouver un accord mutuellement acceptable. Cependant, cette aventure a eu pour conséquence de jeter une nouvelle ombre sur le Kremlin, qui a utilisé l'arme énergétique comme moyen de pression politique en vue d'infliger à son voisin, tributaire de ses livraisons bon marché en hydrocarbures, une trajectoire géopolitique pro-russe.

Face à ces crises profondes, l'Ukraine a compris qu'elle devait, elle aussi, faire un effort pour assurer un flux continu de gaz vers l'UE. Elle s'est donc engagée à reconstruire et à moderniser son réseau d'exportation (stations de

compression, conduites de gaz, automatisation des systèmes de communication, stations de comptage de gaz) et à établir une coopération tripartite avec la Russie et l'UE pour assurer un approvisionnement en gaz stable et ininterrompu à travers le corridor Est, l'UE ayant tout intérêt à soutenir ces efforts de réhabilitation du système ukrainien de transport de gaz, en améliorant la transparence et le cadre juridique. Dans ce domaine, l'un des défis majeurs a consisté à assurer le niveau général de performance, de sûreté et de sécurité du réseau ukrainien.

L'Ukraine, membre depuis 2011 de la Communauté de l'énergie

L'un des buts principaux de la coopération énergétique accrue entre l'UE et l'Ukraine a été qu'elle devienne membre de la Communauté de l'énergie, chose faite le 1^{er} février 2011. Cette institution engage les parties contractantes à mettre en œuvre les règles de l'UE pertinentes en matière d'énergie, d'environnement et de concurrence. À court terme, l'objectif de la Communauté de l'énergie est de mettre en place (y compris en Ukraine) des marchés nationaux de l'énergie ouverts et transparents sur la base d'un cadre réglementaire, afin d'établir un marché stable et capable d'attirer les investissements dans la production et les réseaux d'énergie. À moyen terme, un marché intégré de l'énergie devrait être mis en place dans toute la région, ce qui permettra les échanges transnationaux et garantira la sécurité d'approvisionnement. À long terme, l'objectif est l'établissement d'un marché régional entièrement intégré au marché intérieur de l'énergie de l'Union européenne.

L'adhésion de l'Ukraine à la Communauté de l'énergie la pousse à s'engager dans des réformes orientées vers le marché afin d'améliorer son efficacité énergétique, de réduire son intensité énergétique de production d'électricité (trop élevé par rapport aux normes internationales), de renforcer ses capacités institutionnelles nationales et d'adapter sa législation et sa réglementation aux normes et pratiques de l'UE, y compris dans le domaine

environnemental. Ce chantier est vaste, mais indispensable pour conduire l'Ukraine vers un développement durable, prospère et inclusif. Il est bien sûr souhaitable que des résultats tangibles soient visibles le plus vite possible.

La nécessité d'une bonne gouvernance

Cet objectif sera atteint à condition d'une gouvernance fondamentalement différente. Mais il est de notoriété publique que, depuis la révolution Orange comme du temps de Boris Eltsine en Russie, il y a eu accaparement du pouvoir par des personnages proches des dirigeants politiques. Ce sont eux qui ont contrôlé le pays ces huit dernières années avec des enrichissements illicites. Pour démêler l'écheveau de cette question, il convient de revenir sur l'épisode de la rupture de l'approvisionnement gazier survenu en janvier 2006¹². Après quelques jours de négociation, un accord de compromis a été trouvé le 4 janvier 2006 : le gaz sera fourni à l'Ukraine par un intermédiaire, RosUkrEnerg, une entreprise détenue à parts égales entre Gazprom et Centragaz, société créée par la banque autrichienne Raiffeisenbank au nom de propriétaires à l'époque non identifiés (on a vite compris qu'il s'agissait de russes et d'ukrainiens, membre des oligarchies ou proches du pouvoir). RosUkrEnerg va acheter la majorité de son gaz en Asie Centrale (Kazakhstan et Turkménistan) pour 50 \$/1 000 m³, le mélanger à du gaz russe vendu au prix demandé par Gazprom (230 \$/1 000 m³) et vendre le mélange à l'Ukraine pour 95 \$/1 000 m³. Gazprom prélèvera 1,60 \$/100 km pour 1 000 m³, couvrant le transit en Russie du gaz kazakh ou turkmène. Quant au prix du transit en Ukraine du gaz à destination de l'UE, il a été fixé à 1,65 \$/100 km pour 1 000 m³, soit un montant approximatif de 200 millions de dollars (130 millions en 2005).

Cet accord, d'une durée de 5 ans, a permis aux deux protagonistes de sauver la face, au grand dam de la presse qui n'est pas parvenue à désigner un vainqueur. En effet, l'Ukraine peut se vanter de ne pas acheter le gaz au prix demandé par Gazprom, et ce dernier peut

faire valoir qu'il vend son gaz à l'Ukraine au prix qu'il avait demandé, les vrais bénéficiaires étant d'une part les républiques d'Asie Centrale qui vendront plus de gaz et surtout les propriétaires de RosUkrEnerg. Des analystes ont estimé qu'il s'agissait d'une humiliation que Vladimir Poutine a voulu infliger à l'Ukraine pour sa Révolution orange de décembre 2004.

Par la suite, on a appris que RosUkrEnerg est une entreprise basée à Zoug, en Suisse, liée à l'oligarque ukrainien Dmytro Firtash. Pratiquement inconnu au niveau international à l'époque, il a eu droit à une page entière dans le *Financial Times* du 14 juillet 2006. Alors qu'il a débuté par le négoce de viande avec les pays impliqués dans cet accord gazier, Firtash est devenu propriétaire du groupe DF qui contrôle des entreprises dans les secteurs de l'énergie, de la chimie et des médias et emploie près de 100 000 personnes en Ukraine. Milliardaire âgé de 48 ans, il est considéré comme ayant des liens étroits avec le président destitué Viktor Ianoukovitch¹³. Le 13 mars 2013, l'Ukraine a confirmé l'arrestation de Dmytro Firtash à Vienne, en Autriche, à la demande des États-Unis qui enquêtaient sur lui depuis 2006. Le magnat ukrainien ayant été placé en garde à vue « à la demande du FBI », les médias locaux ont expliqué qu'il pourrait être accusé de corruption.

Le 21 mars 2014, des policiers ukrainiens ont saisi 42 kilos d'or, des sacs avec des pierres précieuses ressemblant à des diamants, 16 montres de valeur et 4,8 millions de dollars en liquide au domicile d'Edouard Stavitski, ancien ministre ukrainien de l'Énergie. Il a été soupçonné de détournement de fonds publics à la suite de l'arrestation, la veille, d'Evguen Bakouline, directeur général de Naftogaz (compagnie nationale de pétrole et de gaz) soupçonné de corruption.

Depuis longtemps, des activistes ukrainiens demandaient à Londres de mettre en œuvre leurs propres réseaux contre le blanchiment d'argent car des personnes impliquées dans des actions illicites liées au commerce de l'énergie dans les pays de l'ex-URSS utilisent

12. Samuele Furfari, *Le Monde et l'énergie. Les cartes en mains*, Editions Technip, 2007, pp. 126-127.

13. <http://groupdf.com/en/press/news/zavyaleniye-groupdf-po>

Londres comme place financière¹⁴. Ils réclament à présent que les Anglais prennent des mesures en faveur de la transparence, quitte à ce que ces investissements aillent vers d'autres places financières.

Ces exemples de scandales montrent le manque de stabilité et le besoin accru de transparence dans le secteur énergétique en Ukraine et au-delà (l'AIE parle d'« opacité » concernant l'Ukraine...), un fait connu. Sans un changement d'attitude, comment l'opinion publique européenne pourrait tolérer que les aides de l'UE risquent, ne serait-ce qu'en partie, d'être détournées par des personnages proches du pouvoir. C'est bien d'abord le problème de bonne gouvernance interne de l'Ukraine qu'il faut traiter.

L'Union européenne trop dépendante du gaz russe ?

L'UE est très fortement liée à la Russie pour son approvisionnement gazier. Grâce à ses immenses réserves, la Russie est un géant de l'énergie qui renoue avec la grandeur de l'Empire d'antan. Son entreprise étatique Gazprom a dominé jusqu'à récemment la géopolitique gazière, grâce à ses réserves qui représentent presque un-quart des réserves de gaz conventionnel mondiales. Pendant les années 1970, plusieurs États-membres de l'UE ont signé des contrats d'approvisionnement avec l'URSS dont la durée s'étalait sur 20-25 ans et comportaient la clause *take or pay* qui oblige à payer des volumes *minima* de gaz, même s'ils ne sont pas prélevés. Ces contrats « à long terme » sont souvent opaques et diffèrent d'un pays à l'autre, résultant de négociation bilatérale et restant des secrets commerciaux bien gardés (Tableau 2).

En 2005 et 2006, les chefs d'États des grands pays consommateurs européens ont tour à tour accompagné leur champion gazier national en Russie pour le renouvellement de ces contrats *take or pay* sur une nouvelle période de 20 à 25 ans. C'est ainsi que la Russie représente aujourd'hui environ 40 % des importations

14. Peter Pomerantsev, "From Russia, with love for London", *Wall Street Journal*, 21-23 mars 2014.

Tableau 2	
Taux de dépendances des États-membres de l'UE en gaz russe (données de Eurogas en 2012, % de la consommation interne de gaz)	
État-membre	%
Moyenne UE-28	24
Lituanie	100
Estonie	100
Lettonie	100
Bulgarie	89
Hongrie	80
Slovénie	60
Autriche	60
Pologne	59
République tchèque	57
Grèce	56
Allemagne	37
Italie	29
Roumanie	24
Luxembourg	24
France	16
Pays Bas	5
Belgique	0,3
Autres	0

gazières de l'UE. Pour Gaz de France, « le portefeuille de contrats à long terme du groupe constitue une source essentielle d'approvisionnement en gaz naturel. À l'échéance de ces contrats, Gaz de France pourrait être obligé d'accepter des conditions de renouvellement moins favorables, et les fournisseurs pourraient décider de ne pas renouveler les contrats, ce qui affecterait la sécurité de ses approvisionnements »¹⁵. L'avenir était donc assuré...

Quand, en 2006, le flux de gaz fut interrompu, on sortait d'une série de trente années de livraison parfaites de gaz russe vers l'UE : les

15. Gaz de France, document de référence 2005, p. 19.

deux parties étaient satisfaites de l'application de ces contrats et se faisaient mutuellement confiance. Il était donc logique de penser au renouvellement des contrats de livraison.

Les prix prévus dans ces contrats continuent à être indexés sur le prix du pétrole qui ne cesse de grimper et donc les États-membres l'UE se retrouvent avec des prix de gaz naturel trop élevés. La Commission européenne mène une enquête actuellement dans ce domaine. Une énergie chère pénalise toute notre économie, alors que c'est l'inverse qui se passe aux USA.

Mais on oublie que la sécurité d'approvisionnement énergétique, c'est comme le tango : il faut être à deux, bien se connaître et savoir comment l'autre va réagir. Si nous avons besoin de leur gaz, les Russes ont besoin de nos euros. Et ils ne peuvent pas pénaliser l'UE sans que cela ferme définitivement la possibilité de négocier avec la Chine une éventuelle fourniture de gaz : pour assurer leur propre approvisionnement, les Chinois ne feront jamais confiance à un pays qui aura utilisé ne serait-ce qu'une fois l'arme énergétique. L'hypothèse de ruptures d'approvisionnement des États-membres de l'UE orchestrées par la Russie doit être raisonnablement écartée. Une question plus pertinente concerne le manque de stabilité en Ukraine, un facteur bien plus dangereux pour notre sécurité d'approvisionnement qu'une prétendue volonté d'hégémonie de Gazprom.

Les réponses européennes aux crises de 2006 et 2009

De plus, les choses ont beaucoup évolué depuis les crises de 2006 et 2009, qui ont permis à l'UE d'identifier les causes des tensions et de prendre des mesures pour les éviter à l'avenir. Il y a trois raisons majeures pour lesquelles une rupture d'approvisionnement gazier du transit ukrainien n'est plus possible, ou du moins aurait des conséquences très limitées :

- Premièrement, une route alternative pour acheminer du gaz russe existe et une seconde est en préparation.
- Deuxièmement, l'UE dispose de stocks gaziers.

- Troisièmement, l'UE a réagi en prenant des mesures concrètes de fonctionnement inversé des flux de gaz.

Une quatrième raison existe, mais non spécifiquement liée au transit ukrainien : le gaz naturel liquéfié s'est fortement développé et peut arriver dans une série de terminaux gaziers à plusieurs endroits de l'UE. Nous y reviendrons plus loin.

Pour reprendre l'analogie précédente, les autoroutes françaises sont le passage obligé pour se rendre en automobile en Espagne... sauf à emprunter la voie maritime. Il en est de même pour le gaz russe venant dans l'UE : soit il passe par l'Ukraine, soit il prend la mer.

Cette route alternative contourne déjà l'Ukraine : il s'agit du gazoduc européen du nord (*North European Gas Pipeline*), communément appelé North Stream. Cette double conduite, longue de 1 224 km, part de Vyborg dans le golfe de Finlande (éloigné d'une soixantaine de km de Saint-Petersbourg), passe sous les eaux de la mer Baltique et sort sur la côte allemande, à proximité à la ville de Greifswald. Son importance stratégique est telle qu'il a fait partie des projets transeuropéens prioritaires désignés par l'UE (nom de code : Projet NG1). Sa construction, débutée en 2005 et achevée en 2012, permet d'alimenter en gaz russe l'UE avec 55 Gm³/an, soit 39 % de la capacité de transit de l'Ukraine. L'investissement de 7,4 milliards € a été supporté par Gazprom (51 %), Wintershall Holding GmbH (15,5 %), E.ON Ruhrgas AG (15,5 %), N.V. Nederlandse Gasunie (9 %) et GDF-Suez (9 %). Gerhard Schröder, l'ancien Chancelier allemand, préside le conseil de surveillance de ce projet. Ses alliés socialistes ont été virulents à son égard quand, après sa défaite électorale, il a accepté la proposition de son ami Vladimir Poutine de prendre cette place extrêmement bien rémunérée, avec nettement moins de responsabilités que celles d'un Chancelier.

La Pologne et les pays baltes n'avaient pas apprécié la réalisation de ce projet à cause officiellement de réserves environnementales, mais surtout à cause du manque à gagner car leurs revenus liés aux frais de transit disparaissaient, le gaz passant directement de la Russie à l'Allemagne. Avec des coûts de l'ordre de

1,5 c€ pour 1 000 m³ pour 100 km, le manque à gagner était de 5 millions d'euros par an pour les pays non concernés par le transit. Afin de souligner le mécontentement de la Pologne, le ministre de la Défense de l'époque, Radek Sikorski, avait qualifié cet accord de nouveau pacte Ribbentrop-Molotov (accord qui, en 1939, partageait l'Est européen entre nazis et bolcheviques).

Le North Stream est un projet important pour l'Allemagne qui importe de Russie 37 % de son gaz. Observons toutefois que seulement 30 milliards de m³ transitent dans cette conduite, d'une capacité totale de 55 milliards de m³, du fait de la faible demande allemande dont la politique de transition énergétique en faveur des énergies renouvelables favorise *in fine* l'usage du charbon au détriment du gaz naturel.

Le second contournement que souhaite la Russie se situe sur le flanc sud de l'Ukraine. Le gazoduc sud, ou South Stream, qui doit s'étirer sur 3 600 km, dont 900 sous la mer Noire (avec une profondeur allant jusqu'à 2 250 m), devrait transporter 63 Gm³/an de gaz russe vers l'UE, en passant au-delà de la mer Noire en Bulgarie, Serbie, Hongrie et Slovaquie. De grandes entreprises comme BASF (à travers sa filiale Wintershall) et EDF ont rejoint Gazprom

et l'italienne ENI, les deux poids lourds qui avaient proposé le projet. L'inauguration des travaux a eu lieu le 7 décembre 2012 en grande pompe pour signifier au monde que ce projet, à l'origine russo-italien, avait gagné la course contre son rival Nabucco qui aurait dû transporter du gaz de la mer Caspienne à travers la Turquie et jusqu'en Autriche. Aux yeux des Russes, la crise en cours justifie encore plus ce projet de contournement. Ce gazoduc devrait être opérationnel en 2015-2017, même si, comme nous le verrons pour la Crimée, il ne serait pas surprenant que son itinéraire subisse des changements majeurs.

À l'instar de ce qui existe depuis les années 1970 pour le pétrole et les produits pétroliers, les États-membres de l'UE sont tenus de prendre des mesures afin d'assurer l'approvisionnement des consommateurs pendant 30 jours. Un règlement¹⁶, avec des mesures garantissant la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel, encadre les modalités imposées aux entreprises gazières pour assurer cet approvisionnement. Si ce règlement ne prévoit pas explicitement l'obligation de disposer de stocks, l'obligation d'assurer l'approvisionnement se concrétise le plus souvent par la constitution

16. Règlement UE n° 994/2010 du 20 octobre 2010.



Figure 6. Itinéraire du gazoduc South Stream et une possible variante en pointillés (tracé : auteur)
(source : <http://www.south-stream.info/en/partners/>)

de stocks gaziers. En cas d'interruption du flux en Ukraine, le délai de 30 jours serait suffisant pour prendre les mesures qui s'imposent. Cette disposition crée également un cadre commun pour évaluer les risques, identifier les mesures visant à les prévenir et établir des plans pour gérer les éventuelles perturbations. Ainsi, les rôles et les responsabilités des autorités nationales dans le domaine de la sécurité gazière sont plus transparents et simplifiés grâce à la nomination d'autorités compétentes, responsables de la réalisation des tâches énoncées dans le règlement.

Afin toujours de protéger la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel du marché intérieur, l'UE a également décidé que les États-membres doivent coopérer en vue de promouvoir la solidarité régionale et bilatérale si des situations entraînent, ou sont susceptibles d'entraîner à court terme, une rupture grave d'approvisionnement touchant un État-membre. La sécurité d'approvisionnement énergétique exige que l'on accepte la solidarité entre les États-membres, prévue dans le nouveau traité de Lisbonne (art. 122.1).

Le troisième point est celui du flux inversé, appelé, dans le jargon, *reverse flow*, qui permet aux pays trop dépendants du transit ukrainien de s'approvisionner par des flux qui, au lieu de provenir de l'est, se dirigent vers l'est : avec des modifications simples sur la tuyauterie et les vannes, les compresseurs placés sur les gazoducs peuvent à présent faire circuler le gaz soit de l'est vers l'ouest comme avant, mais aussi de l'ouest vers l'est pour inverser le sens de circulation du gaz naturel, qu'il soit russe ou non russe. Ainsi, l'Allemagne est en mesure d'envoyer du gaz naturel en Pologne, en Italie et en République tchèque. Les pays baltes ne bénéficient pas encore de cette stratégie : il leur faudra attendre 2018 pour que du gaz puisse leur provenir du territoire polonais.

Des risques de rupture d'approvisionnement en 2014 ?

Dès que les événements de mars 2014 ont pris de l'ampleur, et bien avant que n'éclate la question de la Crimée, sur la base de la

législation susmentionnée, la Commission européenne et les chancelleries des États-membres se sont interrogées sur une possible rupture de l'approvisionnement gazier, soit parce que la Russie allait interrompre ses livraisons à l'Ukraine, soit parce que cette dernière allait empêcher l'écoulement du flux en dehors de ses frontières. Il s'agissait là de cas théoriques car aucune de ces hypothèses n'avait de fondement. Pourquoi la Russie pénaliserait ses partenaires de l'UE à cause d'un conflit avec un pays tiers ? Pourquoi l'Ukraine devrait mécontenter l'UE en interrompant le flux gazier ? Mais l'importance de la sécurité énergétique a rendu légitime cette question, même en théorie.

Tant à la Commission européenne¹⁷ qu'à l'Agence internationale de l'énergie (AIE), il est apparu que les États européens étaient bien préparés à une telle éventualité et ne seraient pas confrontés à des problèmes d'approvisionnement importants à court terme, en cas d'interruption du flux gazier provenant de l'Ukraine. Ajouté aux dispositions prises à la suite des crises de 2006 et 2009, un facteur non géopolitique est intervenu : contrairement aux crises précédentes qui se sont déroulées au début des mois de janvier, on était à la fin de l'hiver, un hiver doux de janvier à mars 2014. En conséquence, les stocks gaziers étaient bien remplis avec 38 milliards de m³, soit 10 milliards de m³ de plus qu'en 2013. De fait, les flux de tous les gazoducs sont restés à des niveaux normaux. Mais il est évident que, si une vague de froid devait subvenir simultanément à une interruption du flux à travers l'Ukraine, des scénarios de crise auraient pu se développer dans certains pays. C'est pourquoi la capacité totale de stockage de gaz de l'UE (75 milliards de m³ actuellement) devrait être progressivement plus importante de manière à parer à toute éventualité.

La question d'une aide d'urgence à l'Ukraine a été étudiée car, comme signalé par le Commissaire européen en charge de l'énergie, l'éventualité d'une rupture d'approvisionnement est plus préoccupante pour ce pays, qui

17. Déclarations du Commissaire Oettinger lors du Conseil de l'énergie du 4 mars 2014, http://ec.europa.eu/commission_2010-2014/oettinger/headlines/news/2014/03/20140304_energy_council_en.htm

souffrirait beaucoup, que pour l'UE. Il faudrait alors que du gaz en provenance de l'Ouest soit envoyé en direction de l'Est. En 2013, l'Ukraine avait déjà acheté de petites quantités de gaz à l'Allemagne et à la Hongrie, l'acheminant *via* la Pologne et la Slovaquie.

Il convient d'être prudent sur le potentiel que peut présenter le flux inversé pour aider l'Ukraine à disposer de gaz car il semble que les contrats de fourniture de Gazprom prévoient explicitement que le gaz vendu ne peut être revendu à d'autres clients de Gazprom. En l'occurrence, si l'Ukraine devait être alimentée, ce ne serait pas par du gaz russe. De plus, les Russes font valoir qu'un gazoduc, à un moment donné, ne peut faire couler du gaz que dans une direction seulement, laissant entendre que, si le flux inversé fonctionne dans le corridor est, le gaz russe cessera d'être exporté.

Entre la Hongrie et l'Ukraine, il existe une capacité de fourniture de 4,5 milliards de m³, l'occasion de relancer l'idée de connecter la Hongrie au terminal GNL planifié sur l'île de Krk en Croatie. Ce projet en mer Adriatique avait été mis en veilleuse car la demande de gaz en Croatie et Hongrie n'en justifiait pas l'investissement (notamment à cause de la crise économique), mais à présent ce corridor de l'Adriatique à l'Ukraine trouve une nouvelle raison d'être. Les ressources énergétiques sont disponibles, mais elles doivent être acheminées : il faut donc investir dans des infrastructures. C'est pourquoi le Commissaire Oettinger a estimé que nous devrions être prêts à aider l'Ukraine dans la réhabilitation de son réseau gazier, notamment par l'intervention des institutions financières internationales (dont la Banque européenne pour la reconstruction et le développement) qui pourraient apporter des paiements anticipés. Il a ajouté que cela implique une somme en millions avec 3 chiffres devant¹⁸... Il a aussi estimé qu'une partie de l'aide de l'UE devait être consacrée à payer la dette de l'Ukraine envers Gazprom, en lançant une démarche politique tripartite permettant de restructurer cette dette.

18. http://www.focus.de/magazin/archiv/gas-transport-oettinger-bietet-ukraine-hilfe-an_id_3649211.html

Une autre option de long terme est de relancer la construction du terminal flottant de GNL à Odessa (5 milliards de m³), projet initié par les autorités ukrainiennes, mais suspendu à cause de ses relations tumultueuses avec la Russie.

Le 10 avril, le président Poutine a envoyé une lettre¹⁹ aux chefs de gouvernements des pays qui importent du gaz de Gazprom : Allemagne, Italie, France, Grèce, Autriche, Moldavie, Roumanie, Macédoine, République tchèque, Pologne, Serbie, Turquie, Hongrie, Slovénie, Croatie, Bulgarie, Slovaquie et Bosnie-Herzégovine. En retraçant l'historique de la situation sur une base purement contractuelle, il explique que l'Ukraine n'honore plus sa dette. Il menace de ne plus livrer de gaz à partir du 1^{er} mai 2014, sauf s'il est payé à l'avance et mensuellement tant que la dette ne sera pas remboursée. Il termine sa lettre par un appel à la négociation, demandant aux pays occidentaux d'aider l'Ukraine à restructurer sa dette et précise que « *la Russie est prête à participer aux efforts de stabilisation et de restauration de l'économie de l'Ukraine, cependant pas de manière unilatérale* ». Malheureusement, ces nouvelles arrivent en même temps que les émeutes dans l'est de l'Ukraine, jetant une ombre sur la situation future.

La Russie contrainte d'adapter sa politique énergétique

En 2008, une rupture majeure est intervenue dans la politique énergétique mondiale : la production de gaz de roche-mère, improprement appelé gaz de schiste. Si, en France, le public associe cette nouvelle ressource à la notion de pollution, presque partout ailleurs dans le monde, le gaz de roche-mère est synonyme de développement économique, de création d'emplois et d'essor des activités industrielles. Aux USA, la chute des prix du gaz qui découle de cette aubaine conduit au développement de son utilisation dans le transport routier, mais surtout à l'émergence du pétrole de roche-mère et à la relance de l'industrie chimique.

19. <http://eng.kremlin.ru/news/7002> en anglais et <http://itar-tass.com/politika/1111982> en russe.

À se demander combien de temps encore l'industrie chimique européenne tiendra avec un prix de gaz trois fois plus élevé qu'aux USA²⁰...

Tandis que, du côté français, nous craignons les pollutions causées par le gaz de roche-mère, du côté russe, on craint que cette révolution ne provoque l'affaiblissement du géant Gazprom dont les faiblesses sont à l'opposé des forces des entreprises américaines : esprit d'innovation, bonne gestion et non-interférence de l'État. Ajoutons que la transparence et la bonne gouvernance sont des sources de confiance pour les institutions financières, ce qui, dans le cas Gazprom, est certainement un point à améliorer. Ces deux éléments ont fait défaut au mastodonte gazier : les gens du pouvoir russe le disent ouvertement en traitant Gazprom d'entreprise « inefficace » qui « ferait bien de mettre de l'ordre dans ses affaires ». Vladimir Poutine a ajouté : « De plus en plus souvent, des plaintes nous parviennent sur la façon dont l'entreprise est gérée, sur la corruption qu'il y règne... La police doit intervenir ».

Mais, pour l'instant, Gazprom n'est pas en mesure de s'auto-réformer afin de s'adapter à ce nouvel environnement mondial. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que l'innovation soit insuffisamment présente. Ce qui explique pourquoi la Russie a fait appel aux compagnies occidentales pour développer de nouveaux gisements... y compris de gaz de roche-mère ! En 2012, le 18 avril, un accord de cette teneur a été signé avec ExxonMobil, un autre avec ENI le 25 et un troisième avec Statoil le 5 mai.

Ce qui démontre que les richesses du sous-sol ne sont pas suffisantes pour apporter la prospérité à une nation, mais que le génie humain est indispensable, à condition qu'il puisse se déployer sous une bonne gouvernance.

Un autre exemple vient illustrer cette réalité apprise par la Russie à ses dépens. En 2003, BP concluait un accord avec quatre oligarques russes pour former une *joint venture* à 50-50, appelée TNK-BP. Cette entreprise russe s'est révélée source continue de problèmes pour BP qui a fini par vendre sa part à l'entreprise

nationale russe Rosneft. Grâce à cette acquisition, Rosneft est désormais la plus grande entreprise productrice de pétrole brut au monde hors OPEP, dépassant même le géant américain Exxon Mobil. Rosneft, grâce à l'une des plus grandes acquisitions annoncée en 2012, réalisée en 2013 et évaluée à 60 milliards \$, est devenu le nouveau véhicule énergétique national, puisque l'État russe va contrôler presque 50 % de la production pétrolière du pays : on revient à la situation d'avant le démantèlement du ministère du Pétrole des années 1990. Mais ce nouveau géant du pétrole mondial avait besoin de savoir-faire. L'achat de TNK-BP va l'aider à se mettre à jour au niveau technologie et gestion. Moscou semble réaliser que le savoir-faire occidental lui fait défaut. Atout nécessaire certes, mais pas suffisant : la Russie aura encore besoin d'une bonne gouvernance et de transparence afin d'attirer les capitaux étrangers nécessaires à la mise en exploitation de ses vastes réserves énergétiques.

Malgré l'attention que l'on porte au gaz, il convient de rappeler que l'énergie la plus importante est bel et bien le pétrole. En 2011, pour l'État fédéral russe, les revenus du gaz ont été de 520 milliards de roubles et ceux du pétrole de 4 177 ! Contrairement à d'autres, la Russie ne l'oublie pas.

Les espoirs du gaz de roche-mère pour l'Ukraine

Selon l'AIE, l'Ukraine pourrait elle aussi devenir indépendante énergétiquement grâce au gaz de roche-mère. Le pays disposerait de 1 200 milliards de m³ de réserves réparties sur deux gisements. L'exploitation des champs gaziers d'Olessky (dans l'ouest) et de Yuzovskiy (dans l'est) a été attribuée respectivement à Chevron et à Shell. L'accord avec Shell doit retenir notre attention : en marge du forum économique de Davos qui s'est tenu en janvier 2013, un accord de partage de production d'un montant de 10 milliards \$ a été signé pour 50 ans, le plus gros contrat d'investissement dans la production de gaz de roche-mère conclu en Europe. Shell envisage de produire entre 7,5 et 20 milliards de m³ de gaz par an :

20. Pour un développement complet, voir Samuele Furfari, *Vive les énergies fossiles - la contre-révolution énergétique*, Texquis, 2014.

on mesure ce que cela peut représenter pour l'Ukraine qui pourrait ainsi limiter sa dépendance vis-à-vis de la Russie.

Toutefois, cela risque de prendre du temps car, pour qu'elle s'engage plus avant dans la production du gaz de roche-mère, l'Ukraine devra donner plus de garanties concernant la stabilité de sa bonne gouvernance et de sa capacité financière aux entreprises pétrolières internationales. Dans le chaos actuel, il n'est pas certain que l'enthousiasme soit de mise chez ces entreprises surveillées de près par leurs actionnaires qui ne tolèrent pas les prises de risques inconsidérées. La ressource est sous terre, mais, sans de bonnes conditions sur terre, elle restera enterrée et l'Ukraine continuera de dépendre du gaz russe. D'autant que ce qu'elle espérait produire en mer Noire devient hypothétique, comme on va le voir.

En Crimée, interrogations sur l'exploitation offshore

La Crimée n'a cessé d'être conquise et reconquise depuis l'Antiquité. Sa place particulière en mer Noire a fait l'objet d'un intérêt particulier de la part successivement des Grecs, Romains, Byzantins, Vénitiens et Ottomans. L'expansionnisme russe vers l'Empire ottoman déclencha la guerre de Crimée, de 1853 à 1856. À la suite de l'effondrement de cet empire, la Crimée a rejoint la Fédération de Russie jusqu'en 1954 quand Nikita Khrouchtchev, pour célébrer le 300^e anniversaire des relations entre la Russie et l'Ukraine, a donné la Crimée à l'Ukraine, avec un statut particulier (elle disposait d'un parlement autonome). Mais, bien sûr, les Russes ont gardé l'accès à la mer Noire en y maintenant des bases militaires et navales.

La déclaration d'indépendance prise dans la confusion, suivie d'un référendum contesté proposant à la population le rattachement de la Crimée à Moscou et, finalement, l'adhésion le 18 mars 2014 à la Fédération de Russie²¹

21. On observera que ce n'est pas seulement la Crimée qui est devenue une nouvelle entité fédérée, mais également Sébastopol, ville portuaire, base navale russe, déjà considérée comme une entité différente de la Crimée.

entérinée par la Douma dès le lendemain conduisent à des conséquences inattendues dans le domaine de l'énergie.

Moscou, pensant que l'Ukraine pourrait faire partie un jour partie de l'Otan, a saisi la balle au bond et préféré que la Crimée entre dans la Fédération de Russie plutôt que de perdre son accès à la mer Noire. Ce changement en profondeur en mer Noire aura un impact également sur la géopolitique de l'énergie. En effet, dans le cadre de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM en français et UNCLOS en anglais) signée en 1982 à Montego Bay et entrée en vigueur en 1994, les états côtiers peuvent définir eux-mêmes une « zone exclusive économique » (ZEE), une bande de mer qui peut s'étendre jusqu'à 200 milles marins. Ce fut une vraie révolution du droit de la mer, probablement le plus grand transfert de tous les temps vers une juridiction nationale, qui confère à l'Etat côtier la pleine souveraineté et la juridiction : il peut donc exploiter toutes les ressources économiques, tant dans les eaux que sur les fonds marins et leur sous-sol, y compris l'énergie²². Ce déclencheur puissant va conduire à la définition d'une nouvelle géopolitique de l'énergie, car on sait que tout le pourtour des continents est susceptible de contenir de grandes réserves d'hydrocarbures encore méconnues.

Lorsque les lignes de base de deux États sont distantes de moins de 400 milles, la limite séparant leur ZEE doit être fixée d'un commun accord et faire l'objet d'une convention ou d'un traité bilatéral, les parties devant aboutir à une solution équitable. C'est là que le bât blesse.

Jusqu'à son démantèlement, la mer Noire était largement dominée par l'URSS, la Turquie étant le seul état riverain échappant à son contrôle. Après un effondrement que Vladimir Poutine qualifie de « *plus grande catastrophe géopolitique du XX^e siècle* », tous les pays riverains de la mer Noire ont voulu instituer des ZEE, en négociant âprement entre eux leurs délimitations. L'accord que la Turquie avait conclu avec l'URSS a été reconnu valable par un protocole conclu en 1997. Par contre, entre

22. Pour un développement complet, voir Samuele Furfari, *Vive les énergies fossiles - la contre-révolution énergétique*, Texquis, 2014, chapitre 4.

l'Ukraine et la Roumanie, il a fallu en appeler à la Cour internationale de justice (CIJ) qui, dans un arrêt du 3 février 2009, après cinq années d'études du dossier, a tranché une querelle provoquée par la petite île des Serpents (située à une cinquantaine de km de l'embouchure du bras septentrional du Danube et cédée par la Roumanie à l'URSS). L'Ukraine a conservé cette île lorsqu'elle a accédé à l'indépendance en 1991, lui permettant de jouir d'une ZEE plus grande que si l'île était restée territoire roumain.

Ces précédents historiques illustrent les complications à venir dans les délimitations des ZEE entre la Russie et l'Ukraine. Et ce, d'autant plus que la péninsule de Crimée plonge littéralement dans la mer Noire, devenant ainsi la partie la plus déterminante dans la délimitation de la séparation des ZEE pour cette partie maritime.

Ainsi, la Roumanie, État-membre de l'UE, va devoir négocier avec la Russie un espace très convoité. En effet, à la suite de l'arrêt de la CIJ, la prospection d'hydrocarbures dans cette zone a pu débuter, tant du côté roumain qu'ukrainien. Mais le plus intéressant se passe déjà au sud de la Crimée, dans la ZEE ukrainienne jusqu'à présent, mais que l'Ukraine aura du mal à maintenir dans sa juridiction du fait du rattachement de la Crimée à la Russie. Au sud-ouest de la Crimée, le long de la ZEE de la Roumanie, un gisement gazier important a été découvert en 2012. Comme souvent dans les grands projets, des consortiums d'entreprises sont maîtres d'œuvre. Le champ *offshore* de gaz naturel de Skifska est géré par un groupement conduit par ExxonMobil²³, mais aussi par la compagnie autrichienne OMV, la compagnie roumaine Petrom and Nadra Ukrayny, compagnie ukrainienne créée en 2000 précisément pour exploiter ces hydrocarbures. Ce champ aurait dû entrer en production en 2015 pour fournir non seulement du gaz naturel, mais aussi des condensats liquides. Les réserves prouvées de Skifska sont de 250 milliards de m³, soit l'équivalent de celles du Royaume-Uni, ce qui permettra de produire 5 milliards de m³/

an pendant une cinquantaine d'années. Assurément une aubaine pour l'Ukraine, qui n'avait donc pas hésité à collaborer au financement de ce projet d'une dizaine de milliards de dollars. Une aubaine qui lui échappe à présent...

En attendant, comme lors de chaque trouble, les projets de production d'hydrocarbures sont mis à l'arrêt : le développement du projet Skifska a été bloqué et ExxonMobil a annoncé que l'activité de la société *offshore* était « *en attente en raison de la situation actuelle* » ; elle risque de le rester longtemps. Les Russes n'étant pas soumis à l'urgence en matière de production de gaz naturel, ils pourront attendre sereinement que la CIJ leur confirme un jour qu'une grosse partie de la ZEE de l'Ukraine leur appartient désormais.

Une autre conséquence possible et positive pour la Russie serait que son projet de gazoduc sud, devant traverser d'est en ouest la mer Noire, puisse voir son trajet complètement revu. La carte de la Figure 6 montre qu'il suffit que le point de départ du gazoduc sud soit un peu plus au nord pour que l'on évite une longue traversée de la mer Noire. Puisque, pour la Russie, la Crimée n'est plus une zone de transit, pourquoi Gazprom devrait dépenser plus d'argent pour construire un gazoduc sous-marin ? Le gazoduc sud serait nettement plus court et moins coûteux en traversant la Crimée.

En 2013, la Crimée a produit 1,6 milliard de m³ de gaz, couvrant 85 % de ses besoins. Le Premier ministre russe Dmitri Medvedev a annoncé que la production de gaz dans la région de Crimée pourrait doubler au cours des prochaines années, notamment pour satisfaire la production d'électricité. En vue d'assurer l'indépendance énergétique de la région, c'est l'ensemble électrique qui devra aussi être intégré au réseau électrique russe *via* le détroit de Kertch.

La crise ukrainienne est positive pour l'énergie

La linéarité est une rareté dans les activités humaine. Les changements brusques, voulus ou non, doivent être constamment affrontés avec rationalité afin de pouvoir y répondre le

23. Royal Dutch Shell faisait partie de ce projet, mais en est sorti avant les événements ukrainiens de 2014.

plus vite possible. Dans le domaine de l'énergie, nous continuons à structurer nos pensées comme dans les années 1970. Quarante ans se sont écoulés, une contre-révolution énergétique²⁴ vient d'avoir lieu et il est temps que le nouveau paradigme énergétique soit non seulement reconnu, mais vécu. Nous ne sommes plus au temps où l'on devait craindre des pénuries d'énergie : que ce soit le pétrole, le gaz, le charbon et les autres énergies, il y a abondance, voire même surabondance. L'AIE signale que les réserves de gaz sont de 235 années au rythme de consommation actuelle²⁵. De plus, et contrairement au passé, le marché globalisé empêche d'utiliser l'énergie comme arme géostratégique de rupture d'approvisionnement contre certains pays, ce qui pénaliserait l'ensemble des nations, adversaires ou amies.

De plus (et c'est essentiel), les USA, sans devenir totalement indépendants pour l'instant, vont pouvoir structurer la géopolitique de l'énergie d'une manière originale, avec l'aide du Mexique et surtout du Canada, un géant sous-estimé de l'énergie. Ce n'est pas par hasard si les U.S.A. ont créé en 2011, au sein du département d'État, le *Bureau of Energy Resources* présidé par Carlos Pascual (ancien ambassadeur en Ukraine) afin de veiller à ce que les relations diplomatiques américaines visent toutes les mêmes intérêts en matière de géopolitique pour assurer un accès sécurisé à l'énergie : une équipe de 85 personnes se consacre à l'exploitation du boom énergétique américain pour renforcer l'influence géopolitique des USA. Lorsque les Américains seront en mesure d'exporter gaz et pétrole de roche-mère, ils pourront limiter l'impact d'éventuelles mesures de rétorsion énergétique. Cela n'arrivera pas du jour au lendemain. Il n'y a pas de solution de rechange immédiate pour l'Ukraine²⁶. Mais,

24. Voir Samuele Furfari, *Vive les énergies fossiles - la contre-révolution énergétique*, Texquis, 2014.

25. AIE, *World Energy Outlook* 2013, p. 107.

26. Le président du Congrès des USA, le républicain John Boehner et nombre d'autres républicains qui se préparent pour l'élection présidentielle de 2016, ont demandé au président Barack Obama d'intervenir afin de permettre l'exportation de GNL « pour affaiblir la Russie ». Comme si cela pouvait être réalisé d'un coup de plume et que l'on pouvait obliger le gaz à aller vers l'Ukraine plutôt que vers le marché asiatique, bien plus rémunérateur. C'est

d'ici là, une autre discontinuité, innovation ou un autre changement géopolitique auront renforcé le rôle de stabilisateur que va jouer, de plus en plus, l'abondance des énergies fossiles.

L'arme de l'énergie inutilisable

L'arme de l'énergie n'existe plus ou, du moins, elle ne peut plus être utilisée. La Russie sait qu'aujourd'hui la diplomatie de l'énergie est comme l'arme nucléaire : elle est là pour dissuader, voire intimider, sans jamais être utilisée. L'Ukraine va devoir rapidement mettre de l'ordre dans son régime, s'attacher fortement à l'État de droit et améliorer rapidement et drastiquement son intensité énergétique. Elle aura tout le gaz dont elle a besoin à condition qu'elle le paie. Il viendra soit de l'Est – de la Russie si les relations sont pacifiées –, soit de l'Ouest, mais il sera difficile à l'Ukraine de se passer du gaz russe pour encore des années.

Enfin, n'oublions pas que la Russie est en mesure de baisser fortement le prix de fourniture de son gaz car son coût de production est très faible : selon Paolo Scaroni, président de ENI, il est de moins d'un demi-dollar/MBtu²⁷. Si Gazprom vend son gaz à 6 \$/MBtu (ce qui lui octroie une marge confortable), il est impossible pour le gaz américain de venir concurrencer sur le marché européen : du fait des coûts de la liquéfaction, du transport et de la regazéification, un prix du gaz de roche-mère livré dans l'UE à moins de 9 \$/MBtu n'est pas envisageable. Le gaz russe a encore de beaux jours devant lui.

La crise ukrainienne est positive pour l'énergie, car c'est aussi l'occasion de constater que, si le monde regorge d'énergies fossiles, il convient de créer des infrastructures, de cesser au plus vite les gaspillages d'énergie, d'imposer une bonne gouvernance, de favoriser l'esprit d'entrepreneuriat et le commerce international. *In fine*, ce sera une bonne chose pour la démocratie. ■

évidemment pour des raisons de politique interne que de telles propositions sont lancées.

27. Stefan Mufson, "Can Europe wean itself from Russian natural gas?", *Washington Post*, 28 mars 2014.